

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (après-midi) 3 septembre 2014

Direction de l'instruction publique

**26 2014.RRGR.581 Motion 105-2014 Leuenberger (Trubschachen, PBD)
Collection Gurlitt: pas de financement avec l'argent des contribuables**

N° de l'intervention: 105-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 22.05.2014
Déposée par: Leuenberger (Trubschachen, PBD) (porte-parole)
Cosignataires: 0
Urgence accordée: le 05.06.2014
N° d'ACE: 953/2014 du 13.08.2014
Direction: INS

Collection Gurlitt: pas de financement avec l'argent des contribuables

Le gouvernement est chargé de faire en sorte que :

1. le Musée des Beaux-Arts de Berne ou une autre institution ne perçoivent aucune aide du canton, directe ou indirecte, qu'il s'agisse de
 - a. recettes fiscales,
 - b. fonds de loterie,
 - c. ressources humaines ou
 - d. autres prestations,pour
 - e. la remise en état,
 - f. la documentation,
 - g. le catalogage,
 - h. l'exposition et la présentation de la collection Gurlitt ainsi que
 - i. la vérification de la provenance des œuvres (propriétaires légitimes, œuvres spoliées).
2. le Musée des Beaux-Arts de Berne ou une autre institution (ou ses représentants légaux) ne perçoivent aucune aide du canton, directe ou indirecte (recettes fiscales, fonds de loterie, ressources humaines, etc.) pour financer
 - a. des procès et
 - b. des expertisespermettant au Musée des Beaux-Arts de Berne d'entrer en possession de la collection Gurlitt ou d'en devenir propriétaire.

Développement

Feu Cornelius Gurlitt aurait légué sa collection inestimable au Musée des Beaux-Arts de Berne. Même si le legs n'a pas encore été accepté et que d'éventuels procès sont en cours, la sphère politique cantonale doit rapidement se prononcer sur les conséquences financières de ce legs au cas où le musée l'accepterait.

La collection de Cornelius Gurlitt est sans aucun doute un trésor d'une valeur et d'un rayonnement incomparables. Et le proverbe ne dit-il pas : « A cheval donné, on ne regarde pas les dents » ? La reprise de la collection dans son intégralité a cependant un coût financier considérable. Cela implique en effet de cataloguer et de conserver la collection, de construire des salles d'exposition et de faire toute la lumière sur la provenance des œuvres. Toutes ces dépenses, d'un montant inconnu, seraient à l'ordre du jour si le musée acceptait la collection.

Le Musée des Beaux-Arts est libre de répondre comme il l'entend à la volonté exprimée par le défunt dans son testament. Le canton de Berne n'est toutefois actuellement pas en mesure de contribuer financièrement à la reprise et au traitement de la collection. Le parlement doit l'annoncer explicitement.

Motivation de l'urgence:

Le Musée des Beaux-Arts et les personnes concernées ont besoin d'avoir rapidement l'assurance de la participation financière du canton.

Réponse du Conseil-exécutif

Le motionnaire demande au Conseil-exécutif de faire en sorte que le Musée des Beaux-Arts de Berne (ci-après MBAB) ou une autre institution ne bénéficient d'aucune aide financière et d'aucunes ressources humaines du canton pour entrer en possession du legs du collectionneur d'art allemand Cornelius Gurlitt, pour remettre en état, documenter, cataloguer ou exposer la collection Gurlitt ainsi que pour vérifier la provenance des œuvres.

Le MBAB a été désigné par testament légataire universel de Cornelius Gurlitt, collectionneur d'art décédé le 6 mai 2014. L'étendue de l'héritage n'est pas encore connue et fait actuellement l'objet d'investigations. La collection comprendrait entre 1300 et 1600 œuvres d'art parmi lesquelles des toiles, des gouaches, des dessins et des estampes du Modernisme classique et du XX^e siècle (Max Beckmann, Marc Chagall, Otto Dix, Ernst Ludwig Kirchner, August Macke, Franz Marc, Henri Matisse, Claude Monet, Emil Nolde et Pablo Picasso notamment). Elle comprendrait aussi des œuvres d'artistes ayant vécu entre le XVI^e siècle et le XIX^e siècle, comme Canaletto, Gustave Courbet, Pierre-Auguste Renoir, Carl Spitzweg et Henri de Toulouse-Lautrec.

Une partie des œuvres étaient considérées depuis 1945 comme disparues ; d'autres étaient inconnues des chercheurs en histoire de l'art. Un peu moins de 600 des œuvres retrouvées seraient issues de spoliations sous le régime nazi. Selon les médias, un accord signé entre M. Gurlitt, le ministère bavarois de la justice et le gouvernement allemand stipulerait que M. Gurlitt met les œuvres retrouvées chez lui à la disposition des autorités pendant une année afin d'effectuer les recherches nécessaires pour déterminer leur provenance. Les frais de ces recherches seront pris en charge par l'Etat allemand et le Land de Bavière. En matière d'art ayant fait l'objet de spoliations, il convient de trouver une solution juste et équitable vis-à-vis des ayants-droits. Cet accord reste valable même après la mort de Cornelius Gurlitt et s'applique à ses héritiers.

Le MBAB n'a pas encore décidé s'il allait accepter ou répudier la succession. Il a six mois pour le faire, ce délai courant dès l'ouverture du testament. La décision finale est du ressort du conseil de fondation du musée. Le canton jouant un rôle déterminant dans le financement de l'institution, il est représenté au sein du conseil de fondation et est, à ce titre, associé au processus décisionnel. Les dépenses qui découleront de cette décision seront à la charge du musée qui, en qualité d'institution culturelle d'importance nationale et dans le cadre du contrat de prestations conclu avec le canton de Berne pour les années 2014 et 2015, bénéficie de subventions d'exploitation annuelles de 6 180 000 francs. Le contrat de prestations scelle l'autonomie et la liberté d'entreprise du musée.

Compte tenu des éléments dont il dispose actuellement, le Conseil-exécutif estime qu'il convient que le MBAB soit en mesure de financer la remise en état de la collection grâce à l'actif successoral. C'est aussi la position exprimée par le musée.

Le Conseil-exécutif pense qu'il est encore trop tôt pour se prononcer en faveur ou en défaveur d'une éventuelle participation du canton dans cette affaire, comme l'exige le motionnaire, car tous les éléments n'ont pas encore été réunis. Une décision d'une telle portée ne pourra être prise que lorsque le MBAB aura pu évaluer avec fiabilité l'étendue et l'état de l'héritage, que l'importance de la collection aura été clarifiée et qu'il aura été possible de tirer les conséquences d'une acceptation de l'héritage pour le musée et la scène muséale bernoise.

En fonction des éléments et des éclairages collectés, le Conseil-exécutif n'exclut pas, a priori, de soutenir la scène artistique bernoise en participant, dans la limite de ses possibilités financières, aux frais de reprise et de présentation de la collection Gurlitt conformément aux législations sur l'encouragement des activités culturelles et sur les loteries. En exprimant dès maintenant des

réticences, le canton risquerait en outre de décourager d'autres bailleurs de fonds, mécènes ou donateurs potentiels.

Pour toutes ces raisons, le Conseil-exécutif propose d'adopter la motion sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption sous forme de postulat

La présidente. Je vous demanderais votre attention. Tout d'abord, pour les francophones, vous avez reçu ce matin une nouvelle version, car la version francophone que l'on avait reçue jusqu'à maintenant n'avait pas de points a, b, c, d, etc. Donc, la version que vous avez reçue ce matin fait foi, c'est la même, mais avec les lettres. Deuxièmement, M. Leuenberger, vous avez vu que cette motion a été acceptée sous forme de postulat par le Conseil-exécutif. M. Leuenberger est donc d'accord de transformer les points b, d, e, f, g et h en postulat. Que ce soit clair dès le départ. M. Leuenberger, c'est à vous.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Ich gehöre diesem Parlament schon einige Zeit an und habe schon verschiedene Vorstösse eingereicht. Die Reaktionen auf einen Vorstoss von meiner Seite waren noch nie so heftig und kontrovers wie beim vorliegenden. Eben hat mir ein Kollege auf der linken Seite erklärt, ich erhalte nächstens den Eiskübel über den Kopf geschüttet. Das zeigt doch klar, wie kontrovers die Kulturförderung in der Politik, aber auch in der Bevölkerung heutzutage geführt wird. In einer Zeit, wohlverstanden, knapper Staatsfinanzen. Die Sammlung Gurlitt ist zweifellos eine der bedeutendsten Kunstsammlungen, die in den letzten Jahrzehnten an die Öffentlichkeit gelangt ist. Ich mache keinen Hehl daraus: Sofern die Sammlung in der Schweiz ausgestellt wird, werde ich diese auch besuchen.

Trotzdem werfen einige Positionen dieser Sammlung bereits jetzt Fragen über ihre Herkunft oder die Rechtmässigkeit von Besitzern, respektive Eigentümern auf. Grundsätzlich gehe ich davon aus, solche Sammlungen sollten sich selbst finanzieren. Das haben übrigens auch die Verantwortlichen des Kunstmuseums und der Regierungsrat in der Motionsantwort im Grundsatz bestätigt und durchblicken lassen. Dabei ist auch der Verkauf von einzelnen Objekten aus der Sammlung als Option zu prüfen. Sogar über Lotteriegelder kann man diskutieren – dazu komme ich später noch. Ich bin dezidiert der Ansicht, es sollten keine Steuergelder des Kantons in Aussicht gestellt werden. In einer Zeit, da wir auf Antrag des Regierungsrats Lektionen streichen, Schulen schliessen oder bei der Spitex kürzen, wird die Ausrichtung von Steuerfranken an die Aufarbeitung der Gurlitt-Sammlung nicht verstanden. Dieser Entscheid kann vom Parlament heute bekräftigt werden.

Die Zeitung «Der Bund» hat am 20. Juni dieses Jahres getitelt: «Tschäppät träumt von einem Museum für Raubkunst.» Träume darf ein Mann haben. Träumereien sind nur dann schön, wenn sie ohne kantonale Steuermillionen verwirklicht werden können. Hinzu kommt, dass wir uns künftig grosse kulturelle Projekte in diesem Kanton gar nicht mehr leisten können. Mit meinen Forderungen möchte ich die Spielregeln für das Kunstmuseum und alle Betroffenen und Beteiligten, aber auch die Spielregeln für den Kanton frühzeitig vom Parlament festlegen lassen. Das Kunstmuseum muss wissen, welche Mittel der Kanton in Aussicht stellt oder erwartet werden können. Das ist eine wichtige Grundlage für die Entscheidungsfindung, ob das Legat angenommen soll.

Das Parlament hat in der Vergangenheit etliche Kunstgeschäfte beraten. Vielfach wird der Grosse Rat bei Kultur-, respektive Kunstfinanzierungen vor vollendete Tatsachen gestellt. Entweder stimmt ihr dem zu, oder aber das geplante Projekt, das bereits mit tausenden von Franken aufgeglegt ist, wird fallen gelassen. Eine solche «Vögeli friss oder Vögeli stirb»-Taktik ist für eine offene Diskussion über Kultursubventionen nicht gesund. Mit der Annahme des vorliegenden Vorstosses kann das Parlament frühzeitig die finanzpolitischen Weichen in diesem Bereich stellen. Ich habe ihn bewusst sehr offen formuliert. Zwischen verschiedenen Leistungen des Kantons kann differenziert werden. Umso mehr bin ich über die Antwort des Regierungsrats erstaunt, respektive enttäuscht. Zwischen den Zeilen ist zu lesen, dass grundsätzlich keine Steuergelder in Aussicht gestellt werden

sollen. Hingegen ist für den Regierungsrat die Unterstützung aus Lotteriegeldern zu prüfen. Trotzdem will der Regierungsrat die Forderung auf den Verzicht auf Steuergelder nur als Postulat überweisen. Das ist inkonsequent und auch intransparent. Ein solches Verhalten kann nur dahingehend gedeutet werden, dass der Regierungsrat trotz anders lautenden Angaben die Beteiligung von Steuergeldern an der Aufarbeitung der Gurlitt-Sammlung plant.

Ich gehe mit dem Regierungsrat einig, dass es durchaus Sinn macht, Lotteriegelder zu prüfen. Ich wandle daher die Buchstaben 1 b, d, e, f, g und h ins Postulat. Somit gibt es da keine Differenzen. Die anderen Punkte, nämlich 1 a, c und i sowie Ziffer 2 bleiben als Motion bestehen. Es geht darum, auf Beiträge mit Steuerfranken zu verzichten, keine Personalressourcen des Kantons und auch keine Beiträge zur Abklärung von Raubkunsteigenschaften und zur Erlangung von Eigentum auf dem Prozessweg zur Verfügung zu stellen. Die Lotteriegelder hingegen, sowie den Vollzug durch Lotteriegelder stelle ich als Postulat zur Verfügung.

Ich würde die Gurlitt-Sammlung gerne in Bern begrüßen. Sicherlich wäre das eine grosse Chance für die Stadt, für den Kanton, aber auch für die ganze Schweiz. Aber, Kolleginnen und Kollegen, wir müssen uns auch bei der Kultursubventionierung je länger je mehr die Frage stellen, was wir uns noch leisten können, und ob uns das auch Steuerfranken wert ist. Im vorliegenden Bereich können wir willentlich auf Steuerfranken verzichten. Bei Lotteriegeldern gebe ich nach. Ich bitte Sie um Unterstützung und somit auch um ein klares Zeichen gegen aussen, wie die Spielregeln des Kantons Bern für die Sammlung Gurlitt festgelegt werden.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Als ich die Motion las, musste ich zuerst ein wenig schmunzeln. Null Unterschriften – ich stellte mir vor, wie Samuel morgens bei einem feinen Kaffee die Zeitung liest und irgendein Thema sieht, das aktuell werden könnte. So reicht er denn präventiv mal einen Vorstoss ein, ohne zu wissen, wie das weitergehen wird, ohne eine Ahnung zu haben, wie der Kanton involviert sein könnte. Ich musste auch ein wenig lachen, weil ich den Eindruck gewann, er übernehme ein wenig meine Rolle als Skeptiker, als Kritiker bei kulturellen Angelegenheiten, die hier behandelt werden. Als ich den Vorstoss genauer las, bin ich weitgehend zu gleichen Schluss gekommen, wie wir es nun vom Motionär gehört haben. Das Anliegen der Motion ist berechtigt, namentlich aus Erfahrungen, die wir gemacht haben. Die meisten unter Ihnen waren damals noch nicht hier, oder Sie durften oder mussten noch nicht alle Erfahrungen machen, die wir mit grossen Geschenken im Kulturbereich gemacht haben. Insofern ist das Motionsanliegen berechtigt.

Die EVP hat wie der Motionär kein Interesse an einem kulturellen Leuchtturm, der die Öffentlichkeit in den nächsten 10, 20 Jahren immer mehr Geld kosten wird, weil nicht klar ist, wer welche Rolle innehat und wer was zu bezahlen hat. Zurzeit ist das Kunstmuseum als einer unserer Leuchttürme in einem guten Zustand. Es macht Sinn, dass das so bleibt. Es sollten nicht Risiken eingegangen werden, weil man denkt, der Kanton helfe dann schon. Ich denke beispielsweise an die Abklärungen rund um die Raubkunst. Werden da Dinge auf das Kunstmuseum zukommen, respektive auf den Kanton, weil dieser einen entsprechenden Leistungsauftrag vergeben hat? Wenn man von Anfang an weiss, wie die Spielregeln sein werden, wird man sich möglicherweise in gewissen Situationen anders verhalten. Daher begrüsst die EVP die Antwort der Regierung. Wir wären dankbar, wenn alles ins Postulat gewandelt würde, namentlich Ziffer 1 c. Bei den Personalressourcen würde es sich um einen starken Eingriff handeln, denn es kann ja durchaus sein, dass eine gewisse Unterstützung auf personeller Seite sinnvoll sein könnte. Was die Steuergelder anbelangt, sind wir mit der Motionsform einverstanden. In der gewandelten Form konnten wir den Vorstoss in der Fraktion nicht besprechen. Daher kann ich Ihnen nicht sagen, wie unsere Mitglieder bezüglich der Motion stimmen werden.

Ziffer 2 der Motion ist sehr umfassend; namentlich wird jegliche personelle Unterstützung verunmöglicht. Da bin ich eher skeptisch. Es ist sinnvoll, dass zu den Lotteriegeldern höchstens ein Postulat überwiesen wird. Dabei handelt es sich um einen Topf, der verschiedenste Möglichkeiten bietet, auch mit einmaligen Beiträgen ausserordentliche Dinge zu unterstützen. Würde eine Übernahme der Sammlung konkret, hätte der Kanton die Möglichkeit, in einzelnen Punkten Unterstützung zu leisten. Uns allen ist klar, dass das für alle kunstbeflissenen Leute eine Attraktion ist – wahrscheinlich auf der halben Welt oder darüber hinaus. Es ist eine Attraktion für den Tourismus, könnten die Bilder einmal in Bern gezeigt werden. Ein Türchen muss daher offen bleiben. Es muss jedoch abgegrenzt sein, und es dürfen keine Steuergelder sein.

Für mich persönlich steht die Motion auch in einem gewissen Zusammenhang zur Diskussion, die wir im Juni geführt haben. Wir haben die Zusammenarbeit vom Kunstmuseum mit dem Zentrum

Paul Klee diskutiert. Seit Jahren fordern wir ein näheres Zusammenrücken. Wird die Übernahme der Bilder konkreter, wäre es sehr sinnvoll, wenn diese Zusammenarbeit spielte. Das Kunstmuseum sollte diese Sache nicht losgelöst vom Zentrum Paul Klee angehen. Ich könnte mir vorstellen, dass man eben nicht Herrn Tschäppäts Traum verwirklichen und ein eigenes Museum bauen muss, sondern dass man in Zusammenarbeit der beiden Institutionen durchaus attraktive Wege findet.

Beat Giauque, Ittigen (PLR). Die FDP war über diesen Vorstoss doch etwas erstaunt. Der Motionär schreibt: «Einem geschenkten Gaul schaut man nicht ins Maul.» Wir erhalten eher den Eindruck, dass er will, dass man den Gaul gar nicht in den Stall stellt oder auf die Weide lässt. Oder, nach einem anderen Sprichwort: «Wehret den Anfängen.» Wir werden den Eindruck nicht ganz los, dass beim Motionär vor allem Erinnerungen oder Befürchtungen wachgerüttelt wurden, wie sie auch vom Vorredner erwähnt wurden. Ich denke, er hat primär ans Zentrum Paul Klee gedacht. Hier geht es nicht um dasselbe. Vielleicht hat er auch an die Folgegeschichten gedacht. Wir haben schon mehrmals über eine Fusion oder Zusammenarbeit des Zentrums Paul Klee mit dem Kunstmuseum gestritten. Inzwischen sind Lösungen angedacht. Es geht hier aber nicht grundsätzlich nur um die Frage, ob das Raubkunst sei, sondern um eine ganz andere Dimension, um eine Erbschaft, die uns in dieser Form noch gar nie angetragen wurde.

Auf der anderen Seite sind wir auch über die Verweigerung und das Türzuschlagen in dieser Sache erstaunt. Was ist das für ein Signal nach aussen, ins Ausland, in andere Kantone, oder an einen Mäzen, der vielleicht ebenfalls namhafte Dinge hätte oder bereit wäre, Geld zu sprechen? Wir wissen es auch von Herrn Wyss und dem Kunstmuseum Bern. Dort laufen auch Dinge, aber wir haben auch gesehen, dass das Verständnis an eine Grenze kommt. Was ist das für ein Vorgang, der letztlich den «Brand» Bern ankratzt? Wenn man den Namen «Bern» in den Mund nimmt, ist es mit einem gewissen schalen Beigeschmack verbunden, wenn man im gleichen Atemzug hört, dass diese Leute keine Sammlung oder möglichst nichts dazu beitragen, aber auf der anderen Seite letztlich vom touristischen Angebot profitieren wollen. Das Signal nach aussen lautet: «Es ist gar nicht erwünscht. Behaltet das besser bei euch. Geht an einen andern Ort. Versucht es ja nicht noch einmal bei uns.» Diese Grundstimmung kann dann losgelöst auch auf andere Projekte überschwappen.

Eigentlich braucht es ein ganz anderes Signal, nämlich: Das ist eine Chance für den Kanton, die Region und die Stadt Bern, dass wir so etwas ausstellen können. Wir haben im Kanton einen innovativen Geist. Es ginge eigentlich darum, dieses Signal auch im kulturellen Bereich weiterhin nach aussen zu tragen. Es ist durchaus eine Herausforderung – wir wissen tatsächlich nicht genau, was damit noch verbunden sein wird. Auf der anderen Seite dürfen wir auch in diejenigen Leute, die sich mit der Thematik auseinander setzen, ein wenig Vertrauen setzen. Warum jetzt einfach abblocken, warum das Mauern gegen etwas Neues, bevor man überhaupt alle Details kennt? Eigentlich braucht es zuerst eine Lagebeurteilung. Die Vor- und Nachteile sind zu prüfen, und erst nach dieser Abwägung ist zu entscheiden. Klar sind viele Fragen nicht gelöst, was die Provenienzforschung anbelangt. Lange nicht alles, was sich in dem Erbe befindet, ist jedoch in dieser Kategorie anzusiedeln.

Das Angebot wird aus unserer Sicht unter profunder Leitung kritisch geprüft, und die Abklärungen laufen. Diese brauchen ihre Zeit. Was den Zeitpunkt anbelangt, sehen wir es gleich wie die Regierung. Es ist heute zu früh, einen grundsätzlichen Entscheid zu fällen. Es braucht seriöse Abklärungen. Wir von der FDP sagen damit auch nicht einfach ja zu allem, und dass wir dann bezahlen werden. Wir wollen zuerst die Arbeiten vorangetrieben haben. Wir wollen nicht von Anfang an sagen: «Ist nicht erwünscht, kommt gar nicht in Frage.» Die FDP lehnt sowohl die Motion als auch ein Postulat ab. In diesem Sinne spielt für uns die Unterscheidung Motion oder Postulat keine Rolle. Wir lehnen den Vorstoss integral ab.

Bettina Keller, Berne (Les Verts). Es ist doch eigentlich eine verrückte, unglaubliche Geschichte, die da geschehen ist. Wer sie in den Medien verfolgt hat, seit sie bekannt wurde, dachte dann und wann, es sei ein etwas übertriebener Krimi, der sich da abspiele: die Geschichte des 20. Jahrhunderts, mit Krieg, entarteter Kunst, Raubkunst, Judenverfolgung, Exil und Flucht. Die Geschichte eines Sammlers, der über Jahrzehnte im Geheimen versteckt, was seine Familie rettete. Und dann plötzlich die Nachricht, der Besitzer sei gestorben, und die Sammlung werde total überraschend an ein Kunstmuseum einer nicht-deutschen Stadt vererbt. Und nicht etwa nach Basel, mit seinem Beyeler-Museum, oder nach Zürich mit seinen Sammlungen, sondern hierher nach Bern.

Wir wissen heute nicht, wie das Kunstmuseum entscheiden wird. Was wir aber wissen, ist, dass sich das Kunstmuseum sehr genau überlegt und professionell abklärt, ob es dieses Erbe annehmen kann und will, und ob es sich das leisten kann. Es handelt sich finanziell und personell, aber auch vom Platzbedarf her, um eine grosse Sache. So etwas nimmt niemand leichtsinnig an.

Samuel Leuenberger, so hat man den Eindruck, hat allerdings nicht lange überlegt und kennt die Lösung in Form der detaillierten Motion bereits. Kein Steuerfranken, kein Lotteriefranken und keine Personalstunde sollen vom Kanton in irgendeiner Art im Zusammenhang mit der Gurlitt-Sammlung ans Kunstmuseum fliessen. Ich weiss, Samuel, du hast nun gewandelt. Am 22. Mai hast du das Anliegen jedoch als Motion eingereicht. Wir sind froh, dass du nun wenigstens einige wesentliche Punkte gewandelt hast. Wir müssen noch mehr Fakten und Aspekte in einen Entscheid mit einbeziehen. Wir entscheiden nicht gerne in Form von Schnellschüssen. Die Grünen können die gewandelte Motion im Prinzip als Postulat unterstützen, nicht jedoch diejenigen Punkte, die in der Motionsform verbleiben. Bei der Frage der Provenienzabklärung können wir uns auch vorstellen, dass das sehr spannende Aufgabenstellungen für die Universität sind. Sie könnte sich in Form von Dissertationen oder anderen Arbeiten beteiligen. Darum lehnen wir diesen Punkt als Motion ab.

Zum Schluss noch eine nicht ganz ernst gemeinte Frage, Samuel. Dürfte sich denn Regierungsrat Pulver bei einer Annahme des Punktes Personalressourcen mit dem Dossier gar nicht mehr befassen? Oder dürfte er das nur noch am Sonntagnachmittag tun, wenn er manchmal von der Politik einige Stunden frei hat? Dürfte er sich dann ehrenamtlich einige Gedanken zu diesem Thema machen? Du siehst: Das kann so nicht «verhabe», und das können wir als Grosser Rat doch nicht vorschreiben.

La présidente. Avant le prochain orateur, j'aimerais souhaiter la cordiale bienvenue au groupe UDC senior, conduit par son président, M. Graf. Soyez les bienvenus parmi nous. (*Applaudissements*).

Michael Aebersold, Berne (PS). Lieber Samuel, ich frage mich schon fast, ob du am falschen Ort sitzt. Du machst das heute quasi zu einer Finanzdebatte. Wir entscheiden heute über keinen Kredit, nur damit das klar ist, sondern darüber, ob man hier ein komplettes «Njet» beschliesst, ein Denkverbot. Auf die finanziellen Aspekte komme ich dann noch zu sprechen. Je nachdem, worum es sich gerade handelt, wird das von euch unterschiedlich beurteilt. Als erstes ist mir durch den Kopf gegangen: «Gäng wi gäng, und ja nüt Nöis.» Besser, es bleibt alles beim alten. Lieber noch weiter in die Viehschauen investieren, von diesen muss man nicht träumen, die existieren real. Aber hier auf keinen Fall etwas wagen. So kommt der Kanton nicht weiter, Kolleginnen und Kollegen. Es ist eine riesige Chance für den Kanton Bern. Samuel Leuenberger, du bist zitiert worden, es sei eine geniale Chance für den Kanton Bern. Ich sage jeweils meinen Kindern, Chancen, die man nicht packt, gehen vorbei. Und das ist eine Chance, die wir packen oder vorbeigehen lassen können. Eine Chance kann man nicht in etwas Reales umsetzen, wenn man nicht auch etwas wagt. Auch hier schimmert die typische Schweizer Tradition wieder etwas durch: Ja nicht investieren, wenn man nicht weiss, dass Zins und Zinseszins wieder mehrfach zurückkommen, sodass man dann am Schluss noch etwas damit verdient hat und nicht etwa verloren. Ich streite nicht ab, dass es gewisse Risiken gibt. Abklärungen sind notwendig. Es ist unsere Pflicht, falls es hier um blinde Flecken aus der Nazi-Zeit geht, diese auszuleuchten, auch wenn es etwas kostet.

Es ist unbestritten, dass die Werke eine Investition in die Zukunft wären – ein bleibender Wert, unabhängig davon, was kommen wird. Auch in Deutschland wird das zurzeit abgeklärt und finanziert. Man hätte damit etwas, das nach Bern käme und leuchten und strahlen würde, und das über Jahrzehnte. Das kann man über die Investitionen, die wir beim Eidgenössischen Schwing- und Älplerfest oder beim Turnfest getätigt haben, nicht sagen. Dort haben wir locker zweimal eine Million Franken aus dem Lotteriefonds gesprochen. Hinzu sind Personalkosten von über einer halben Million Franken gekommen. Da spielte die Finanzlage des Kantons keine Rolle. Hier will man von Anfang an sagen: nichts. Du hast nun gewandelt, das ist mir klar. Bei den Personalkosten bleibst du bei der Motion. Wir sind ganz klar der Meinung, dass man es genau prüfen soll. Wir sind ebenso klar der Meinung, hier werde ein falsches Signal gesetzt, wenn man die Motion oder das Postulat unterstützt. Es kann ja auch sein, dass es beim Kanton juristisches Know-how gibt. Es gibt viele gute Juristen, die vielleicht beratend mitwirken können. Es stellen sich viele juristische Fragen, die abgeklärt werden müssen. Vielleicht wird einmal eine Taskforce gebildet, bei der man froh wäre, wenn jemand vom Kanton dabei wäre. All das soll nun ausgeschlossen werden. Wir verstehen das nicht ganz. Wir bitten Sie, den Vorstoss als Motion und als Postulat abzulehnen. Es bringt uns als

Kanton nicht weiter, ist kleinlich und schlussendlich auch schäbig, wenn wir hier nicht ein gewisses Risiko eingehen wollen.

Le vice-président Marc Jost prend la direction des délibérations.

Vania Kohli, Berne (PBD). Der Umfang der Erbschaft ist immer noch Gegenstand der Abklärungen, wie wir bereits gehört haben. Das Kunstmuseum prüft momentan, ob es das Erbe annehmen will oder nicht. Der Entscheid über Annahme oder Ablehnung liegt ja beim Stiftungsrat, wobei der Kanton in die Entscheidungsfindung eingebunden werden kann. Angestrebt wird – das konnte der Presse entnommen werden – mit den Aktiven aus der Erbschaft auch die Aufarbeitung der Sammlung zu finanzieren. Der Regierungsrat betrachtet die Fällung eines grundsätzlichen Richtungsentscheids, wie er vom Motionär gefordert wird, betreffend eines allfälligen Engagements des Kantons in diesem Geschäft für verfrüht. Je nach dem Ergebnis der Abklärungen soll aus der Sicht der Regierung ein Engagement des Kantons im Rahmen der Kulturförderung oder der Lotteriemittelgesetzgebung für den Kunstplatz Bern nicht a priori ausgeschlossen werden. Genau dieser Meinung sind die BDP und der Motionär auch.

Was die Mittel der Kulturförderung und des Lotteriegesetzes betrifft, folgen die BDP wie auch der Motionär vollumfänglich der Meinung der Regierung. Sie ist bereit, diese Punkte als Postulat zu überweisen. Was hingegen die Verwendung von allfälligen Steuergeldern und den Personaleinsatz – und dabei meinen wir nicht den Regierungsrat, sondern Mitarbeiter der Erziehungsdirektion – betrifft, bittet Sie die BDP wie der Motionär, die betreffenden sechs Punkte als Motion zu überweisen. Die übrigen Punkte sind als Postulat zu überweisen. Die BDP dankt allen, die so stimmen werden. Wir danken für den sorgfältigen Umgang mit den Steuergeldern.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Wir kommen direkt vom Jet-Boot auf dem Brienzersee zur Sammlung Gurlitt. Das ist wohl die Session der präventiven Vorstösse. Offenbar muss man dafür sorgen, dass man dann allenfalls, wenn etwas wäre, reagieren könnte. Es kommt wohl darauf an, welche Grundhaltung man hat – hier ist es mir wichtig, präventiv zu schauen, und dort ist es mir weniger wichtig. Das Zitat, das du verwendet hast, ist etwas falsch. Es gibt wohl kaum einen geschenkten Gaul, dem man so detailliert ins Maul schaut. Hier wird vermutlich sehr genau abgeklärt, ob da etwas dabei ist, das man annehmen darf oder nicht. Und genau dafür braucht es die Ressourcen. Ich fürchte daher nicht, dass etwas negativ auf den Kanton Bern zurückfallen könnte. Wir sehen deshalb den Sinn der Motion und auch des Postulats nicht ein. Wir hätten den Vorstoss allenfalls unterstützt, wäre er integral ins Postulat gewandelt worden. Denn wir sind der Meinung, das werde ohnehin gemacht – man muss das Ganze prüfen. In Form des Flickenteppichs lehnen wir den Vorstoss wie die FDP integral ab – sowohl als Motion wie auch als Postulat.

Anne Speiser-Niess, Zweisimmen (UDC). Die Gurlitt-Sammlung hat bereits grosses Interesse in den Medien geweckt. Wir haben schon sehr viel gehört – ich werde mich sehr kurz fassen. Es handelt sich definitiv um eine sehr grosse Sammlung, deren Umfang momentan nicht wirklich definierbar ist. Die Erbschaft zuhanden des Kunstmuseums Bern ist sicherlich eine Herausforderung. Die Vielfalt der Objekte schafft, wie wir gehört haben, unter anderem auch Unsicherheiten bezüglich des Aufwands, der sich ergeben kann – Aufwand in Form von Finanzen, von Personalressourcen usw., wie das vom Motionär zu Recht umschrieben wurde. Ob es allenfalls noch Rechtsstreitigkeiten mit den Erben geben könnte, können wir nicht ermessen. Das Kunstmuseum prüft innerhalb von sechs Monaten die Annahme dieser Erbschaft. Die SVP-Fraktion hat Bedenken, ob die vorgesehenen sechs Monate ausreichen, um die Abklärungen vollumfänglich zu tätigen. Dass die Aufarbeitung der Sammlung einen Aufwand mit sich bringt, ist sicher. Wie sind auch der Meinung, dieser sollte über die Aktiven der Sammlung finanziert werden. Die SVP-Fraktion wird die Motion grossmehrheitlich ablehnen. Eine knappe Mehrheit wird auch das Postulat ablehnen.

Stefan Oester, Belp (UDF). Wir haben es schon mehrmals gehört: Einem geschenkten Gaul schaut man nicht ins Maul. Hier müssen wir das jedoch sehr wohl tun. Wir sind gut beraten, genau hinzuschauen. In der Vergangenheit haben wir verschiedene Beispiele erlebt, deren Folgen in Form von Nachtragskrediten regelmässig in den Rat kommen. Ein Geschenk, das grosse Kosten verursachen könnte, müssen wir gut anschauen und prüfen. Wir können daher den Ausführungen des Motionärs gut folgen. Vorher hinschauen ist besser, als die Faust im Sack zu machen und

hinterher zu streiten. Es sind zwar nun womöglich etwas harte Leitplanken gesetzt. Wir müssen uns das jedoch gut überlegen. Die EDU wird daher den Anliegen des Motionärs folgen.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Wir kommen zu den Einzelsprechenden.

Ursula Brunner, Hinterkappelen (PS). Wir befinden uns hier im Berner Rathaus. Dieses Haus wurde ein Jahr nach dem grossen Brand, in welchem 600 Häuser in der Stadt vernichtet wurden, erbaut. Das war vor etwas mehr als 600 Jahren. Das Haus steht heute noch und ist ein Zeichen der architektonischen Baukunst, die noch heute weitherum beeindruckt. Hätte damals der Kleingeist geherrscht, der heute in diesen Hallen spürbar ist, könnten wir unsere Sitzungen nicht in einem solchen Haus abhalten. In diesem Sinne appelliere ich an den Geist der Erbauer dieses Hauses und an den offenen Geist von Ihnen, Grossrätinnen und Grossräte. Ich bitte Sie, dieser Motion eine klare Absage zu erteilen.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Die Diskussion zeigt auf, wie kontrovers Kunstsubventionen diskutiert werden. Es ist nicht das einzige Mal, auch wenn es eines der ersten Male ist, dass eine leicht emotionale Debatte um Kunst- oder Kultursubventionen in diesem Parlament entsteht. Ich vermute, dass es in den Kunstsubventionen künftig vermehrt zu Verteilungskämpfen kommen wird. Diese Diskussionen werden vermehrt auch in der Bevölkerung aufkeimen. Den Kopf in den Sand zu stecken, zu sagen, wir versuchen es einmal und schauen dann, was geschieht, kann keine zukunftsgerichtete Politik sein. Genau aus diesem Grund habe ich den Vorstoss deponiert, in vollem Bewusstsein darum, dass er kontroverse Diskussionen auslösen wird. Ich finde es etwas schade, dass man auf die Angst oder den Respekt, dass wir hier künftig massiv Steuergelder in die Hand werden nehmen müssen, um allenfalls eine Kunstinstitution zu retten, in diesem Parlament nicht reagiert.

Ich habe gehört, man wolle Leuchttürme schaffen, man wolle etwas schaffen, das eine Ausstrahlung in die gesamte Welt hinaus habe. Das ist sehr schön, wenn wir das wollen, und da helfe ich auch mit. Wir müssen uns aber die Frage stellen, was wir uns noch leisten können. Diese Frage konnte mir bis jetzt noch niemand beantworten. Mit dem lächerlichen Vergleich mit Vihschauen und Schwing- und Älplerfesten, und mit einem ins Lächerliche ziehen einer politischen Frage sind die Antworten nicht gegeben, die eigentlich im Vorstoss aufgeworfen werden. Diese Antworten bleibt das Parlament schuldig. Auch ist die Gurlitt-Sammlung sicherlich nicht mit dem Bau des Rathauses zu vergleichen. Die Antwort, wie wir künftig Investitionen, respektive Leistungen des Kantons finanzieren wollen, und ob das Parlament bereit ist, Steuerfranken in die Hand zu nehmen, um zu helfen, wird mit der Diskussion nicht gegeben. Ich halte in den Ziffern 1 a, 1 c und 1 i sowie in Ziffer 2 an der Motion fest. Die Ziffern 1 b, 1 d und 1 e bis 1 h wandle ich ins Postulat.

La présidente Béatrice Struchen reprend la direction des délibérations.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Der Vorstoss Leuenberger will, dass ganz bestimmt gar kein Steuergeld und gar keine Personalressourcen der allfälligen Aufnahme und Pflege des Gurlitt-Erbes, falls dieses denn nach Bern kommen würde, zugute kämen. Macht ein Vorstoss in dieser Radikalität Sinn? Aus der Sicht des Regierungsrats und der Erziehungsdirektion sicher nicht. Worum geht es eigentlich, und worum geht es nicht? Wir haben von einem grossen Leuchtturm, einem neuen Museum und den Träumen von Herrn Tschäppät gehört. Wahrscheinlich hätte Herr Tschäppät Freude, dass seine Worte in diesem Saal so sehr zählen. Bis jetzt war in der Diskussion, die ich mit dem Kunstmuseum geführt habe, nie von einem neuen Museum die Rede. Gemäss unserem Kulturförderungsgesetz bin ich für das Kunstmuseum zuständig. Ich habe keine Signale seitens des Kunstmuseums erhalten, man wolle ein neues Museum machen. Das mag die Idee von politischen Vertretern im Raum Bern sein, und diese kann ja ganz gut sein. Aber darum geht es hier und heute nicht.

Es geht darum, dass das Kunstmuseum Bern als Alleinerbe einer wahrscheinlich sehr interessanten Sammlung eingesetzt wurde. Im Moment sind wir, respektive ist das Kunstmuseum Bern dabei, sehr sorgfältig abzuklären, was es heissen würde, wenn diese Sammlung nach Bern käme. Die Verantwortlichen haben gesagt, das müsste a priori ohne öffentliches Geld gehen. Es hat mich gefreut, das von einer subventionierten Kulturinstitution zu hören. Sie kommen nicht als erstes auf den Kanton zu und sagen, wir benötigen dann Geld, wir wollen ein neues Haus. Sondern sie wollen schauen, ob das ohne öffentliches Geld geht. Darum empfehle ich eigentlich ruhig Blut und seriöse

Analysen. Das Kunstmuseum Bern ist sehr sorgfältig mit dieser Frage umgegangen. Es hat laufend mit mir Rücksprache genommen. Wie erwähnt finde ich es gut, dass sie von Anfang an gesagt haben, das müsste a priori ohne öffentliches Geld gehen. Und dann müssen wir nicht gleich mit einer derart radikalen Motion nachdoppeln, in der gesagt wird, in keinem Fall solle je ein Steuerfranken eingesetzt werden. Allenfalls aus dem Lotteriefonds, aber ganz sicher nie ein Steuerfranken. Es ist für uns beim Kulturförderungsfonds relativ schwierig, zwischen Lotteriegeld und Steuerfranken zu trennen.

Das Kunstmuseum klärt ab, was die Sammlung überhaupt umfasst. In Rechtsfragen arbeitet es mit einem internationalen Anwaltsbüro zusammen, welches es wahrscheinlich aus dem Erbe bezahlen wird. Das Kunstmuseum muss das aus eigenen Mitteln finanzieren; sie werden dafür nicht an uns gelangen. Mit dem internationalen Büro wurden Verträge abgeschlossen, die regeln, welche Beträge bezahlt werden können und welche nicht. Ein Kostenrahmen wurde festgelegt. Es wird abgeklärt, welche Objekte unter dem Verdacht der Raubkunst stehen. Mit dem deutschen Staat ist man am abklären, ob dieser die Verantwortung übernehmen könnte, und in welcher Form. Ebenso wird abgeklärt, was möglicherweise entartete Kunst ist. Möglicherweise ist es genau das Konglomerat entartete Kunst, das hoch interessant ist und vielleicht sehr gut in die Sammlung des Kunstmuseums Bern passt. Welche übrigen Vermögenswerte bestehen? Wie sieht es mit der Erbschaftssteuer aus? Es gibt eine Reihe von Fragen. Das Kunstmuseum Bern weiss ganz genau: Bestehen grosse Risiken von Raubkunst, so geht es plötzlich um finanzielle Grössenordnungen, welche das Kunstmuseum Bern und auch der Kanton Bern nicht werden übernehmen können. Darum stehen sie ja auch mit mir im Kontakt.

Liebe Grossrätinnen und Grossräte, vielleicht haben wir die Chance, dass eine extrem wertvolle Sammlung nach Bern kommt. Vielleicht. In jedem Fall ist es eine der bekanntesten Sammlungen der Welt. Falls wir sie annehmen können, könnte das eine grosse Chance für den Berner Tourismus sein. Die Verantwortlichen vom Kunstmuseum wissen, dass wir nicht plötzlich Millionen für einen neuen Ausstellungsort, für den Unterhalt oder für die Raubkunst-Abklärungen zur Verfügung stellen können. Das ist nicht möglich. Ginge es um öffentliches Geld, dann um beschränkte Mengen für irgendein Teilprojekt. Es kann nicht darum gehen, irgendwelche grossen, neuen Abenteuer einzugehen. Angenommen, es würde dann in dem so beschränkten Umfang plötzlich daran liegen, dass man drei Millionen Franken an Steuergeldern einsetzen können müsste, damit die unheimlich wichtige Sammlung nach Bern kommt. Wollen Sie heute mit der Motion das Signal senden: Auf keinen Fall! Keinen Franken, auch wenn es um 100 000 Franken ginge, das kommt nicht in Frage – dann lieber gar nicht. Das müssen Sie heute entscheiden. Ich glaube, es wäre ein falscher Entscheid.

Wie gesagt geht es ganz sicher nicht darum, riesige Summen aufzuwerfen. Wir werden alles dransetzen, dass das aus dem Erbe finanziert werden kann. Das Kunstmuseum hat klar signalisiert: Falls grosse finanzielle Risiken auf uns zukommen, lehnen wir das Erbe ab. Angenommen, es ginge am Schluss um einen kleinen Betrag an öffentlichem Geld. Macht es Sinn, schon jetzt das Signal zu senden, auch an den deutschen Staat, wonach wir uns auf keinen Fall engagieren wollen? Ich glaube, das ist kein sinnvoller Schritt. Haben Sie auch ein gewisses Vertrauen. Wir sind sehr sorgfältig und wollen keine neuen Abenteuer eingehen. Ich bin, so glaube ich, bis jetzt keine Abenteuer im Kulturbereich eingegangen und bin mit dem Geld sehr sorgfältig umgegangen. Daher beantragen wir Ihnen, diejenigen Punkte abzulehnen, die nicht ins Postulat gewandelt wurden. Es wäre ein sehr schlechtes Signal gegenüber Deutschland, hier solche Motionen zu überweisen.

La présidente. Nous allons passer au vote. Nous votons point par point, donc cela va être un marathon de 11 votes à la suite. Nous commençons. Ceux qui acceptent le point 1 a en tant que motion votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 1 a sous forme de motion)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 25

Non 122

Abstentions 0

La présidente. Vous avez refusé ce point 1 a. Nous passons au point 1 b. Ceux qui acceptent le point 1 b en tant que postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 1 b sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 46

Non 102

Abstentions 0

La présidente. Vous avez refusé ce point 1 b en tant que postulat. Nous passons au point 1 c. Ceux qui acceptent le point 1 c en tant que motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 1 c sous forme de motion)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 21

Non 125

Abstentions 2

La présidente. Vous avez refusé ce point 1 c en tant que motion. Nous passons au point 1 d en tant que postulat. Ceux qui acceptent le point 1 d en tant que postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 1 d sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 41

Non 103

Abstentions 3

La présidente. Vous avez également refusé ce point 1 d. Nous passons au point 1 e en tant que postulat. Ceux qui acceptent le point 1 e en tant que postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 1 e sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 42

Non 105

Abstentions 1

La présidente. Vous avez refusé ce point 1 e. Nous passons au point 1 f en tant que postulat. Ceux qui acceptent le point 1 f en tant que postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 1 f sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 37

Non 111

Abstentions 0

La présidente. Vous avez refusé ce point. Nous passons au point 1 g en tant que postulat. Ceux

qui acceptent ce en tant que postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 1 g sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 37

Non 110

Abstentions 0

La présidente. Ce point 1 g a été refusé en tant que postulat. Nous passons au point 1 h en tant que postulat. Ceux qui acceptent ce point 1h en tant que postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 1 h sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 35

Non 114

Abstentions 0

La présidente. Vous avez refusé ce point 1 h en tant que postulat. Nous passons au point 1 i en tant que motion. Ceux qui acceptent ce point 1 en tant que motion votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 1 i sous forme de motion)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 23

Non 121

Abstentions 4

La présidente. Vous avez refusé ce point 1 i en tant que motion. Nous passons maintenant au point 2 a en tant que motion. Ceux qui acceptent le point 2 a en tant que motion votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 2 a sous forme de motion)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 26

Non 122

Abstentions 1

La présidente. Vous avez refusé ce point 2 a en tant que motion. Nous votons maintenant sur le dernier point, le point 2 b en tant que motion. Ceux qui acceptent en tant que motion le point 2 b votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 2 b sous forme de motion)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 22

Non 126

Abstentions 0

La présidente. Vous avez refusé le point 2 b.